

HAÏTI

nouvelles
images d'

BULLETIN MENSUEL DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE
Supplément à Une Semaine en Haïti

SOMMAIRE

P. 1 - 3

L'agriculture n'a pas souffert du tremblement de terre, elle souffre de mépris et d'abandon

P. 3 - 4

Actualité du mois

P. 5 - 6

Vu dans la presse et dans l'édition

P. 7 - 8

Le Collectif Haïti de France
Résumé du rapport de mission du CHF en Haïti

EDITORIAL

août 2010 - n° 88

Vous verrez, vous lirez : il n'y a pas que du constat, il n'y a pas qu'une simple description, somme toute relativement facile, de ce qui ne va pas. Il y a des propositions...

Tous les trois nous l'ont dit : les agriculteurs, en Haïti, sont délaissés, dédaignés, dévalorisés malgré l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays et l'un des trois conférenciers insiste particulièrement pour faire reconnaître leur savoir, leurs pratiques savantes, oui savantes ! et imaginatives, dit-il. Pour lui, elles seront très efficaces si l'état se tourne véritablement vers cette agriculture et lui accorde l'intérêt qu'elle mérite. Ils nous ont parlé aussi d'organisations paysannes faibles mais qui, aujourd'hui, se renforcent. « Laisser les paysans inventer eux-mêmes leurs organisations », a dit l'un d'eux.

Et aussi, nous avons bien entendu que le séisme de janvier n'a pas touché le secteur agricole, mais que le mot « reconstruction » lui est tout à fait approprié car il n'a jamais été construit solidement. Et, encore une fois, nous avons entendu dire la nécessité de « créer, en Haïti, un mode de vivre ensemble »

L'agriculture n'a pas souffert du tremblement de terre, elle souffre de mépris et d'abandon

L'agriculture haïtienne était au coeur de deux rencontres organisées à Paris, fin juin, l'une par le Collectif Haïti de France, l'autre par l'Association Haïti Mémoire et Culture. Cécile Bérut, d'Agriculture et Vétérinaires sans Frontières (AVSF) et Gérald Mathurin, de la Coordination Régionale (haïtienne) des Organisations du Sud-Est (CROS),

intervenait dans la première, Marc Dufumier (Agro-tech-Paris), dans la seconde.

Tous les trois soulignaient l'importance de l'agriculture dans la vie haïtienne, tous trois insistaient sur le « délaissement » dont elle est victime, c'est-à-dire sur les conditions

défavorables dans lesquelles elle s'est toujours retrouvée. Tous trois ont voulu ouvrir des perspectives.

Importance des agriculteurs

Marc Dufumier, qui a fait plusieurs missions en Haïti, avant le séisme, rappelait que l'histoire d'Haïti explique la diversification de son agriculture : dans les plaines, les colons installent les grands domaines de canne à sucre avec une main d'oeuvre importante ; dans les mornes, les esclaves en fuite « s'installent » avec un outillage dérisoire (bâton, machette et feu - on cultive sur les cendres sans avoir à labourer - et la houe quand la terre n'est pas assez attendrie). Il soulignait aussi le côté imaginaire, et donc savant, des jardins créoles où les Haïtiens ont su inventer des cultures associées comme, par exemple, en plantant des haricots sous les bananiers.

L'importance de cette agriculture paysanne est encore grande aujourd'hui, malgré l'exode rural qui, en 1986, s'est accéléré. 60% de la population serait encore agricole, dit Marc Dufumier, avec 1 million d'exploitations, 2 millions de ménages d'agriculteurs, l'agriculture produirait 40% de la consommation, d'après Cécile Bérut.

Une agriculture délaissée

Ce monde rural est délaissé, dit Cécile Bérut. Il bénéficie de peu d'investissements publics et donc de peu des services publics fondamentaux comme ceux qui permettent l'accès à l'eau et à l'école. Les organisations paysannes existent mais elles sont faibles et manquent de cadres.

L'agriculture haïtienne souffre principalement de sa faible productivité donc de sa faible capacité d'investissement. Les exploitations sont très petites, leur statut n'est pas clair juridiquement et la dégradation des versants rend la terre âpre à cultiver.

Gérald Mathurin, ajoute, et il ne mâche pas ses mots, que si depuis le tremblement de terre, on parle de « reconstruction pour Haïti », le tremblement de terre n'a pas affecté le secteur agricole, il s'agit donc, pour l'agriculture, de « reconstruire » un secteur « miné » depuis longtemps. Pour lui, Haïti s'est toujours trouvée dans des conjonctures très défavorables à la fois d'isolement et de dépendance alternant centralisme politique, dictature et mise sous tutelle. Cet enchaînement a ruiné la possibilité d'une « âme » nationale. Il faudrait donc à Haïti une reconstruction « immatérielle » établissant enfin les rapports de l'Etat et de la nation et créant un mode de vivre ensemble (1). Depuis 1803, il n'y a pas de rencontre historique pour que la nation se construise, observe-t-il, et il est sévère pour le gouvernement actuel qui n'a su porter ni action, ni parole après le séisme et qui a pris seul, sans dialogue social, la décision de cette tutelle déguisée qu'est la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), coprésidée par le Premier Ministre J M Bellerive et Bill Clinton, et qui a tous les pouvoirs.

En ce qui concerne précisément l'agriculture, il rappelle que la dette imposée par la France à Haïti pour reconnaître l'indépendance a été supportée par l'agriculture : c'est la paysannerie qui a fourni les ressources permettant les remboursements. En effet, pour rembourser l'emprunt qu'il avait été forcé de contracter, l'état haïtien a eu recours à la levée de lourds impôts sur la paysannerie.

Pressurée, cette agriculture paysanne déjà peu vigoureuse, n'a pas pu, faute de moyens, observer Cécile Bérut comme Marc Dufumier, moderniser son équipement ni améliorer ses rendements en introduisant des engrais. L'absence de ressources pour investir a empêché les petits paysans de lier agriculture et élevage. Ainsi, en cas d'accident climatique suivant les récoltes, comment faire sinon vendre le petit cheptel domestique et partir. Ce qui explique que les gens des bidonvilles de Port-au-Prince sont des paysans qui ont quitté une terre qui ne les nourrissaient plus.

La vente de la production locale qui peut être un complément de ressources, a été mise à mal par l'ouverture des marchés : la suppression de taxes sur les produits étrangers a concurrencé les produits locaux, rapporte Gérald Mathurin. Enfin dernier « champ de mines » sous les pieds des agriculteurs haïtiens : la question foncière. L'arpentage, le tracé des limites de propriété, l'enregistrement des transferts, la tenue d'un cadastre, le respect des contrats, la définition et l'application du droit sont incertains et n'assurent pas la sécurité foncière aux paysans. Il y a là tout un chantier à construire.

Et l'avenir ?

Si l'on se tourne vers l'avenir, les trois intervenants de ces deux rencontres insistent comme d'autres avant eux, sur l'importance première de la réforme foncière. Gérald Mathurin rappelle, en passant, que presque tous les Haïtiens expatriés ont une parcelle en Haïti, il faut trouver comment les agriculteurs peuvent accéder à ces terres. Marc Dufumier va jusqu'à envisager la « redistribution » aux paysans des terres exploitées par des sociétés propriétaires du genre HASCO, aux Cayes et dans la plaine de Port-au-Prince. C'est possible, précise-t-il, mais, dans l'Artibonite « c'est difficile et inextricable alors que c'est là que se trouve le plus de potentialité ». Le juste mot serait alors réforme agraire. Mais, préoccupons nous d'abord des paysans des mornes, de leur sécurité foncière et de la vitalité de leurs exploitations.

En second lieu, la reconstruction du secteur agricole doit permettre aux agriculteurs de devenir de vrais professionnels, reconnus comme tels. Il est important pour eux de disposer d'une formation professionnelle agricole qui respecte leurs savoirs et en tienne compte au long du cursus. L'enseignement – de l'école élémentaire à l'école professionnelle – et la formation continue doivent être l'ABC de l'agriculture haïtienne d'aujourd'hui. Ajoutons – et ce n'est pas rien – qu'elle doit trouver pour l'épauler, de vraies banques d'investissement réellement soucieuses du développement agricole enfin, une agriculture soutenue, c'est-à-dire améliorant sa production et son rendement

pourrait trouver des débouchés, que Cécile Bérut voit dans la production biologique et dans le commerce équitable. Elle observe que des coopératives de production de café, cacao, mangues se mettent en place avec des centrales de commercialisation et elle souligne les réussites déjà actuelles et prometteuses comme Lèt Agogo et ses 20 laiteries. Des ressources peuvent être ainsi dégagées pour l'investissement ! Marc Dufumier, en agronome très respectueux de l'inventivité haïtienne, pense que la solution est dans l'élargissement du jardin créole à une plus grande surface. Il estime que la reforestation et le remembrement sont une erreur car cela empêcherait l'agriculteur d'utiliser au mieux sa terre. Il préfère « l'agro-foresterie », c'est-à-dire reboisement seulement quand il y a adhésion des agriculteurs et il souhaite qu'on favorise la plantation de buissons formant des haies qui entourent et protègent les parcelles cultivées (3). Il salue le travail de Veterimed qui, en donnant l'usage d'animaux à des paysans (souvent des paysannes) par une sorte de métayage portant sur l'animal, leur permet d'augmenter peu à peu leurs ressources. Il concluait son intervention en disant avec optimisme : « Laissons la paysannerie inventer ses organisations » ; il n'était pas loin des mots de Cécile Bérut qui, dans les signes d'espoir, constatait le renforcement des organisations paysannes en Haïti et l'émergence de mouvements sociaux

organisés.

Lors de la rencontre du 25 juin au Collectif, Gérald Mathurin développait ensuite plus précisément l'esprit dans lequel travaille la Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est (CROS) dont il est membre. Il s'agit de rassembler sur, un territoire cohérent, un collectif d'organisations différentes ayant un minimum d'accord et d'exigence sociale pour réfléchir ensemble à la décentralisation, travailler à être citoyens ensemble.

L'actualité immédiate semble aller dans ce sens si on lit le N° d'Une Semaine en Haïti, du 26 juillet. Son premier titre « Les paysans exigent leur implication dans le processus de reconstruction nationale » développe les revendications précises formulées, lors des manifestations paysannes du 23 juillet à Jean-Rabel et le second titre « Pour un projet national à la place de la dynamique de la CIRH ».

Il est clair qu'Haïti pourrait trouver, aujourd'hui, à un moment charnière de son développement. Tout se tient : l'enseignement, la sécurité alimentaire, le droit, le développement agricole et commercial... Haïti a à se réinventer ou plutôt à s'inventer comme Etat, mais aussi comme nation où les citoyens seraient enfin acteurs de leur

ACTUALITE DU MOIS...

Bilan d'étape

Pendant les six mois écoulés, de nombreuses associations, ONG et institutions internationales ont, avec leurs moyens propres, tenté de diminuer les souffrances des Haïtiens touchés par le séisme, en apportant soins, aide alimentaire, abris provisoires et accès à l'eau potable. A partir d'avril beaucoup d'élèves ont pu reprendre la classe sous des hangars, des tentes ou des espaces aménagés.

Mais sept mois après, l'action humanitaire fait face à certains défis : la sécurité physique et alimentaire, à l'approche de la saison cyclonique, de plus d'un million de personnes hébergées dans des camps de fortune, et la lenteur du déblocage de l'aide internationale. Sur les deux milliards de dollars américains promis pour 2010, 700 millions seulement ont été alloués et 260 déboursés. Enfin, en dépit des opérations menées dès le lendemain de la catastrophe, les débris laissés par le séisme continuent de constituer un obstacle majeur. A Port-au-Prince, 250 000 mètres cubes de débris ont été enlevés sur deux millions. Actuellement, les autorités seraient partagées entre la décision de laisser la population débayer elle-même les sites, pour récupérer ensuite les débris empilés ou engager des équipements pour

débayer en priorité les zones qualifiées « de rouge », c'est-à-dire à détruire et à reconstruire.

Sept mois après le séisme : inquiétude, incertitude et insatisfaction

Pour les personnes vivant sous tente dans des conditions difficiles : sanitaires problématiques, services de bases limités, insécurité – notamment pour les femmes, dénonce le Service jésuite aux réfugiés et migrants (SJRJM) - sans parler des camps non officiels ignorés par les organisations humanitaires, il n'y a pas de réponse concrète et pertinente. Pas de politique de « sécurité sociale » pour les millions de personnes déplacées. Pas non plus pour ceux qui ont été accueillis avec solidarité dans les régions rurales, ni pour les accueillants qui, sans aide, partagent logement et ressources. Pas de signe concret d'un relèvement national et d'une mise en place planifiée des changements fondamentaux indispensables.

Des signes de mobilisation sociale et politique apparaissent

Différents acteurs ne se reconnaissent pas dans ce qui est en cours en Haïti. Ils veulent rechercher des concertations pour la mise en œuvre collective d'actions susceptibles de créer de nouvelles formes de gestion territoriale.

Un ensemble d'organisations sociales appelle les citoyens à se mobiliser pour faire respecter leurs droits politiques, notamment celui de pouvoir choisir des personnes crédibles pour les représenter, et ce dans des élections transparentes. Des secteurs politiques projettent de renforcer la mobilisation antigouvernementale par des manifestations. La PAPDA (Plateforme de plaidoyer pour un développement alternatif) appelle à une mobilisation citoyenne pour la mise en place d'un projet national à la place de la « dynamique bureaucratique » de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) dont la deuxième réunion, prévue le 22 juillet, a été reportée sine die, sans explication.

Les paysans exigent d'être impliqués dans le processus de reconstruction

Le processus de reconstruction annoncé par les autorités n'est pas viable sans une décentralisation véritable. C'est la position de centaines de paysans qui participaient, le 23 juillet à Jean Rabel (à 250 km au nord de Port-au-Prince) aux manifestations de souvenir du 23^{ème} anniversaire du massacre - le 23 juillet 1987, à coups de machettes – de 139 paysans (officiellement). En 2010, prévalent encore les conditions objectives qui ont poussé les paysans de la zone, encadrés alors par l'équipe missionnaire de Jean Rabel et le prêtre Jean-Marie Vincent – assassiné le 28 août 1994 – à se soulever contre les grandons (les potentats) et les structures de l'Etat.

Se référant à l'article 36 de la Constitution du 29 mars 1987, les paysans de Jean Rabel demandent aux autorités nationales de légaliser l'occupation, par les paysans, de plus de 3 000 carreaux de terre de l'Etat, récupérés depuis quelques années des mains des grandons qui détiennent encore des propriétés de l'Etat, inexploitées et laissées en friche dans la zone.

Plusieurs représentants d'ONG, des délégués de la Coordination régionale des organisations du Sud-Est (CROS), du Mouvement des paysans de Papaye (MPP, Hinche, Plateau Central), du Mouvement revendicatif des paysans de l'Artibonite (Morepla) ainsi que des membres du Mouvement de paysans sans terre (MST) du Brésil ont participé aux manifestations à Jean Rabel.

Voici quelques unes des revendications formulées par les paysans : relance de l'agriculture nationale, réforme agraire, disponibilité de l'eau pour l'irrigation, tracteurs et autres intrants, semences agricoles autochtones (rejet du don de semences Monsanto), infrastructures routières et système de transport public, structures scolaires et universitaires régionales (dans les dix départements géographiques du pays) et structures sanitaires valables.

La pêche

La pêche est exercée généralement dans des conditions très précaires en Haïti. Les pêcheurs d'Anse d'Hairault – dans le Sud-Ouest – figurent parmi les mieux organisés et expérimentés. Ils viennent d'être revigorés par le don, fait l'association française Solidarité-pêche, d'un bateau de 12 mètres, le « Breizh Da Viken » (Bretagne pour toujours).

Ce bateau, combinant moteur et voile, permet aux pêcheurs de passer plusieurs jours en mer au lieu de faire la navette chaque jour. Il peut héberger six personnes en moyenne, porter six tonnes de poisson et remorquer jusqu'à sept petits bateaux de pêche. « Nous avons un grand mal à trouver des poissons tout près des côtes. Ce bateau va permettre aux pêcheurs de sortir » a expliqué Michel Chancy, secrétaire d'Etat à la production animale, et donc en charge de la pêche. « Il ne s'agit pas de faire une pêche industrielle, de faire les mêmes erreurs qu'en Europe où on a pillé nos zones de pêche » déclare Jean Pierre Coïc, président de Solidarité pêche.

Mail il est clair que le « Breizh Da Viken » permettra aux pêcheurs de l'association des marins pêcheurs d'Anse d'Hairault de diminuer leurs dépenses tout en augmentant leurs prises et leurs revenus. Leur association, dynamique, participe déjà, par exemple, à la formation d'autres pêcheurs aux Gonaïves et à Saint Louis du Sud.

Bonne pêche et bon vent aux marins pêcheurs d'Anse d'Hairault et conclusion sur cette remarque de Roselaure Aubourg, coordinatrice du mouvement des femmes pour le développement de la Grande Anse : si Anse d'Hairault a la réputation d'offrir les meilleurs poissons salés du pays, c'est grâce aux femmes, qui s'occupent d'ôter les écailles des poissons, de les saler et de les mettre à sécher avant leur écoulement sur le marché national.

VU DANS LA PRESSE ET DANS L'EDITION...

« Nous ne pouvons pas nous permettre d'arrêter », avertit Clinton

R. ALPHONSE in *Le Nouvelliste*, 5 août 2010



« A la prochaine rencontre de la CIRH, le peuple haïtien verra davantage de projets approuvés et plus d'argent décaissé. Si nous ne sommes pas plus rapides dans les trois prochains mois, vous pourrez alors nous critiquer. [...] On est en train de finaliser les choses afin que le fonds de 20 millions de dollars soit disponible à la fin de l'année pour financer des PME », indique Bill Clinton, 12 jours avant la deuxième réunion de la CIRH le 17 août.

« La CIRH ne communique pas. Des projets ont été présentés et des financements sont disponibles, et le public ne le sait pas », déplore-t-il. En ce qui concerne les 20 millions de dollars du «Fonds Slim / Guistar» pour le financement des PME, M. Brandt confirme les propos de Clinton autour de la mise en place qui est en train d'être faite avec des banques locales afin de rendre ces ressources financières accessibles.

Le FIDA octroie 10 millions de dollars à Haïti pour renforcer le secteur agricole

Radio Métropole, 5 août 2010



Le président du Fonds de développement agricole (FIDA), M. Kanayo Nwanze vient d'effectuer une visite de 48 heures dans le pays, durant laquelle il a indiqué que le FIDA va décaisser 18 millions de dollars

pour financer un projet de développement de filière et de commercialisation de produits agricoles.

Il a souligné que le FIDA supportera un projet visant à réhabiliter des infrastructures d'irrigation sérieusement touchées par le tremblement de terre du 12 janvier. Le haut

responsable de l'agence onusienne a précisé que l'institution qu'il dirige va financer des programmes de protection de l'environnement susceptibles de créer plusieurs milliers d'emplois.

Rappelons qu'au lendemain de la catastrophe du 12 janvier, le FIDA avait annoncé l'annulation totale de la dette d'Haïti à son égard, évaluée à 50 millions de dollars.

Une crise nutritionnelle a été évitée en Haïti selon l'UNICEF

Radio Métropole, 5 août 2010



[...] La situation nutritionnelle des enfants ne s'est pas aggravée et cela grâce aux interventions opportunes et efficaces de certaines organisations.

Cette enquête a été réalisée, entre

le 29 avril et le 7 juin 2010, dans des camps installés dans les communes de l'Ouest et du Sud-Est affectées par le séisme du 12 janvier ainsi que dans certaines du département de l'Artibonite. Elle visait à évaluer l'impact de la situation post-séisme sur le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans.

Elle révèle, entre autres choses, une stabilisation nutritionnelle dans toutes les zones affectées par le séisme, vu que ses résultats sont similaires à ceux des enquêtes précédentes effectuées en 2006, 2008 et 2009. De plus, la prévalence de la malnutrition aïgue des enfants de moins de cinq ans est en dessous du seuil d'urgence selon les standards de l'OMS.

« L'assistance humanitaire octroyée aux populations vulnérables vivant au niveau des camps a grandement contribué à prévenir une dégradation de la situation nutritionnelle durant les six derniers mois » peut-on lire dans ce communiqué.

Haïti - Élections : La position des États-Unis

Haïti Libre, 6 août 2010

« Le soutien des États-Unis est très clair, nous sommes ici pour aider Haïti à réaliser des élections ouvertes et transparentes. C'est au peuple haïtien de choisir et de soutenir son candidat », a déclaré M. Piechowski, porte parole de l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince, ajoutant : « Nous laissons le peuple haïtien exprimer son opinion sur les candidats, mais nous fournirons une aide financière de 5 millions de dollars pour aider à la tenue des élections ».

Cheryl Mills, directrice de cabinet de la Secrétaire d'État américaine, a rencontré à Port-au-Prince des responsables politiques haïtiens avec qui elle a discuté de la conjoncture électorale.

Haïti à la radio

France Culture, du 9 au 13 août ; France Inter, tout les matins du mois d'août



France Culture et ses « Grandes traversées » de l'été, a consacré, du 9 au 13 août, quinze heures d'émissions à Haïti et à la République Dominicaine, chaque matin de 9h à 12h, sous le titre : « Hispaniola, une île pour deux ». Histoire, relations, culture, situation politique,

rapports avec les États-Unis... Ces émissions, très souvent passionnantes par la qualité et la variété des intervenants méritent d'être « pod-castées » et réécoutées sur France Culture à l'adresse suivante : <http://www.franceculture.com/>

[recherche/key%3DHispaniola%2520une%2520%C3%A9le%2520pour%2520deux](http://www.franceculture.com/la-recherche/key%3DHispaniola%2520une%2520%C3%A9le%2520pour%2520deux)



France Inter a diffusé, chaque matin du mois d'août, du lundi au vendredi à 7h40, un carnet de voyage très bref mais également remarquable d'originalité, hors des sentiers battus, sur Haïti.

Le petit roman de Haïti

Marc MENANT, édition du Rocher, juin 2010. Commentaire de Roger-Pol DROIT, in *Le Monde*, le 25 août 2010



Une histoire de la folie-Haïti

Cette île de rêve, où l'on vient de publier la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle de novembre, est aussi une terre de démente. Car elle n'a « pas été bichonnée par le destin », c'est le moins que l'on puisse dire.

[...] Ce petit roman, comme son

titre l'indique, n'est pas un manuel d'histoire. Le mérite de Marce Menant est de faire entendre le bruit et la fureur, le rire et la déraison, l'innocence et la terreur qui parcourent cette terre, où habitent autant de loas (les esprits du vaudou) que de femmes et d'hommes.

Dans Port-au-Prince toujours en ruines, autour de l'hôtel Oloffson qu'ont fréquenté Graham Greene ou Ernest Hemingway, s'étend le chaos sans fin des fils électriques, des cris d'enfants, de la musique des tap-taps, les taxis collectifs, et de la misère au soleil.

LE COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE...

Le CHF était en mission en Haïti en juillet :

Du 29 juin au 17 juillet 2010, les deux salariées du Collectif Haïti de France (Emeline Sauvignet et Cindy Drogue) sont allées en mission en Haïti. Emeline Sauvignet a ensuite poursuivi en Guadeloupe et Guyane jusqu'au 24 juillet.

La mission avait pour objectifs :

1. d'écouter les acteurs et mieux comprendre le contexte actuel.
2. de renforcer le travail partenarial du Collectif Haïti de France en travaillant sur le programme 'Maman Bèf' avec Veterimed.
3. de faire le point sur les activités soutenues par la collecte « Haiti mobilisation 2010 » lancée suite au séisme : le projet de 'pigistes en région' avec la Fokal et Alterpresse, le projet 'Télécentre Mobile' avec le Groupe Médialternatif et
4. de renforcer le plaidoyer du Collectif Haïti de France en terme de droits des migrants haïtiens sur les territoires français (notamment sur la question de l'état civil) et d'agriculture paysanne.
5. d'explorer les pistes de coordinations d'acteurs en Haïti
6. de sensibiliser les personnes rencontrées aux activités du Collectif Haïti de France notamment 'Les Rencontres Nationales' du mois de novembre prochain.

Ambiance générale dans le pays

Cette mission 2010 en Haïti avait invariablement une teneur particulière du fait du tremblement de terre majeur (7.2 sur l'échelle de Richter) survenu le 12 janvier. Le bilan officiel de la Protection Civile haïtienne fait état de deux cent vingt deux mille cinq cent dix-sept (222.517) morts et de deux cent cinquante mille (250.000) blessés. Près de deux cent cinquante mille (250.000) bâtiments ont été détruits ou endommagés. La région métropolitaine de Port au Prince et les régions de Léogane, Petit-Goave, Grand-Goave et Jacmel ont été très largement dévastées : bâtiments administratifs, ministériels (13 des 15 ministères se sont écroulés), présidentiels, de justice, commerciaux, religieux, d'éducation et de santé ont été détruits. Le pays entier s'est retrouvé à terre.

Six mois après, leur première impression a été de constater que la capitale garde toujours le visage d'une ville meurtrie et détruite : des tas de gravats et de ferraille, des immeubles ravagés, des maisons écroulées jonchent encore les rues de la capitale et des camps sont installés sur chaque espace public : Champ de Mars, Place Saint Pierre par exemple... Le bas de la ville, en deçà du Champ de Mars, donne encore l'impression terrible d'un chaos indicible. Et pourtant les Haïtiens, encore largement traumatisés par, d'une part, le processus de deuil inachevé (beaucoup de personnes n'ont pas pu enterrer leur morts) et, d'autre part, les conditions de vies actuelles, tiennent debout et s'affairent largement : les écoliers ont remis leur uniforme, les petites marchandes ont repris leur emplacement, les actifs leurs activités et projets. La plupart des Haïtiens dénoncent le manque d'actions

publiques du gouvernement pour une reconstruction nationale du pays : pas de prise de parole du président sur les radios, pas de déclarations concrètes sur le bilan des activités menées et celles qui restent à faire, pas de diffusion d'un plan d'aménagement territorial pour la zone de Port-au-Prince, pas de recommandations sur la conduite à tenir en cas de nouvelles secousses ou pour les particuliers qui reconstruisent leurs habitats etc. Les personnes sans abris n'attendent pas en effet une quelconque aide de la part de leur gouvernement pour redresser leurs maisons : c'est avec les moyens du bord qu'elles entreprennent au quotidien de réhabiliter un « chez eux ».

Des nouvelles de nos partenaires

Le séisme a détruit entièrement les anciens locaux du Groupe Médialternatif qui a, depuis, intégré un nouveau local, Rue Rigaud à Pétion-ville dans un immeuble que l'association partage avec l'association des Journalistes Haïtiens (AJH) et SOS journalistes.

Le bâtiment de Veterimed s'est complètement effondré aussi. L'ONG a reconstruit un nouveau bâtiment, Rue Babiolo. Trois laiteries du réseau sur treize ont été touchées : Bon repos, Léogane et Meyer. Il n'y a pas eu de décès de bénéficiaires, pas de perte de vaches non plus. Après le séisme, la production a repris, ce qui est une bonne nouvelle. Par contre de nombreux marchés se sont effondrés, ce qui a un impact fort sur l'écoulement de la production. Par ailleurs, la clientèle potentielle souffre de graves problèmes économiques, ce qui ne favorise pas l'achat des produits 'Lèt ago'. Le programme des cantines scolaires, qui permettait d'écouler la majorité de la production, s'est arrêté de janvier à août par manque de financement. Il devrait reprendre grâce à des financements brésiliens via le Programme Alimentaire Mondial qui accorderait 300 000 dollars au programme Lèt Ago. Depuis le début, 205 vaches ont été attribuées à des familles paysannes à Limonade et Jacmel. Le dernier virement effectué par le CHF à Veterimed date de mai 2010 et correspond aux 50 vaches collectées pendant la campagne 2009 « Solidaires des éleveurs Haïtiens » (25 000 euros).

La mission s'est rendue sur le terrain dans deux zones de Limonade : Dubourg et Pistè, où des femmes avaient reçues des vaches. La centaine de femmes-bénéficiaires que nous avons rencontrée (membres de l'organisation communautaire Aflidepa) vit dans les 6 sections communales de Limonade (Dubourg, Pistè, Deminy, Dereal, Bwadlance, Tosin) et nous a témoigné de leurs grandes difficultés à nourrir et abreuver leurs bêtes. Les animaux sont, en règle générale, sur des terrains prêtés par l'Etat, éloignés voire très éloignés de leur domicile. Veterimed accompli un important travail d'appui

à la structuration d'Aflidepa (formation organisationnelle, leadership et gestion des conflits). Ainsi, malgré certaines difficultés techniques du programme, Veterimed participe à la structuration de mouvements de paysans féminins, véritable gage de démocratie.

VETERIMED avait besoin de se renforcer structurellement en créant un nouveau poste salarié au sein de son équipe. Le Collectif Haïti de France a décidé de cofinancer sur une année, à hauteur de 5000 euros, un poste en vue de faciliter la gestion des parrainages et le suivi du programme «solidaires des éleveurs haïtiens » (appelé en Haïti programme « manman bèf ») dont nous faisons la promotion en France depuis maintenant 6 ans. Ce poste accélérera, entre autres, la circulation d'informations entre les investisseurs en France et les bénéficiaires en Haïti.

Soutien à de nouveaux projets

Le CHF a décidé de soutenir le Groupe Médialternatif dans son projet de « Télécentre Mobile » suite au séisme à hauteur de 10 000 euros. Ce projet concerne la mise à disposition, sur une base itinérante, d'outils de communication et d'information au service des personnes déplacées vivant dans des camps à travers la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Le Télécentre mobile constitue un espace avec une dizaine d'ordinateurs pour faciliter l'accès assisté aux outils technologiques dans le contexte de crise humanitaire, afin d'augmenter le niveau d'information des bénéficiaires, notamment les jeunes, contribuer à leur sensibilisation, au renforcement des liens sociaux et accroître leur potentiel de connaissances et de maîtrise de leur environnement. Le Groupe Médialternatif déploie le projet dans cinq camps (une journée par semaine/camp). Le projet a débuté à la mi juin 2010 et durera 8 mois. Les partenaires du projet sont Reporters sans frontière, l'UNESCO, l'AFP Fondation et le CHF.

Nous avons visité le projet dans le Camp de Pétienville Club (Delmas 40 B), un ancien terrain de golf, qui constitue une zone à risque d'inondations du fait de sa configuration géographique. Entre 40 et 45 000 personnes vivent aujourd'hui dans le camp (environ 5500 auraient été relogées au Camp de Corail Cesselesse). Le Projet 'Télécentre Mobile' a commencé dans ce camp fin juin. Il accueille à parité des jeunes entre 15 et 25 ans. Les effectifs sont fixés à 10 personnes par heure soit 60 par jour. Les mêmes personnes fréquentent le Télécentre un mois durant soit 4 séances d'une heure. Les personnes sont, en amont, sélectionnées par le Comité de Gestion du Camp. Le coordinateur insiste sur le fait qu'il est important d'arriver à constituer des groupes les plus homogènes possible entre les néo-pratiquants qui n'ont aucune connaissance de l'outil informatique et de l'internet et les pratiquants d'avant le séisme qui ont déjà une connaissance relative. Nos deux interlocuteurs nous rappellent que beaucoup de gens, grâce au Télécentre Mobile, renouent avec une pratique de l'Internet et de l'outil informatique, mise de côté pendant 6 mois.

Par ailleurs, une convention tripartite pour le projet « USH – réseau de pigistes en province » a été signée entre le CHF, la FOKAL et Alterpresse (agence de presse en ligne du Groupe Médialternatif). En effet, afin d'améliorer la qualité des informations d'Alterpresse et d'avoir des actualités

qui viennent de l'ensemble du pays et non pas uniquement de la capitale, Alterpresse va mettre en place un réseau de pigistes en région. Il s'agit de travailler avec un journaliste dans chacun des 10 départements. Une formation sera dispensée à ces journalistes pour présenter et discuter du but du projet : diffuser une actualité bien renseignée et aborder les thématiques peu traitées généralement dans l'actualité haïtienne. Les informations récoltées par ce nouveau réseau de correspondants apparaîtront notamment dans le bulletin hebdomadaire « Une Semaine en Haïti » du Collectif Haïti de France. Le CHF participe à ce projet à hauteur de 3400 euros.

Coordination des actions des associations/ ONG?

Enfin, le CHF a rencontré des autres partenaires sur la coordinations d'acteurs en Haïti : le Cadre de Liaison Inter-ONG (CLIO - réseau d'ONG essentiellement internationales qui fournit un travail de mutualisation et capitalisation des expériences), la Coordination Haïti Europe (COHE - espace haïtien de plaidoyer sur le cadre de coopération entre l'Union Européenne et Haïti).

La situation post-séisme a entraîné l'arrivée d'une multiplicité d'acteurs : ONG, institutions internationales et le renforcement des staffs pour celles qui étaient déjà présentes dans le pays, ce qui entraîne parfois un certain manque de lisibilité de leurs actions et une critique de la part des Haïtiens et de certaines autorités françaises qui déplorent que 'les ONG font ce qu'elles « veulent ». Par exemple il nous a été à plusieurs reprises notifié le manque de collaboration de ces dernières avec les autorités locales haïtiennes. Il nous paraît pourtant primordial, dans un objectif de développement à long terme, de ne pas exclure les autorités et la société civile haïtienne, en arguant de leur faiblesse, mais, au contraire, de renforcer leur pouvoir d'action et de structuration, gage d'un développement territorial structurant. Une telle entreprise passe évidemment par un appui aux partenaires locaux et à la décentralisation dans le pays.

Une meilleure compréhension des difficultés des migrants haïtiens en France

Les rencontres avec les Haïtiens de Guadeloupe, de Guyane et des associations de défense des Droits de l'Homme en Haïti (notamment le GARR) nous permettent de conclure que la principale difficulté que rencontrent les Haïtiens en venant en France est de prouver leur état civil. En effet, une vraie réforme du système de l'état civil en Haïti semble nécessaire pour le rendre gratuit, accessible à tous et fiable. Parallèlement, les exigences des autorités françaises pour l'obtention de visas et titres de séjour sont telles qu'elles rendent quasiment impossible toute régularisation. Un travail en partenariat avec les différents organisations rencontrées semble s'amorcer.

Des pistes de travail concrètes émanant de cette mission vont être formulées au Conseil d'Administration du CHF le 9 septembre 2010 pour poursuivre son travail de soutien à la société civile haïtienne, son travail de réseau entre associations franco-haïtiennes et la défense des droits des Haïtiens. Restons mobilisés!

Retrouvez bientôt la version longue du rapport de mission sur notre site : www.collectif-haiti.fr